



Déclaration préalable commune du
SNUipp-FSU 28 et UNSA Education 28
CTSD de repli du 8 février



Mme l'IA DASEN,

Nous sommes réunis ce matin à l'occasion du CT de repli pour la préparation de la carte scolaire de la rentrée 2021 suite au vote unanime en contre de l'ensemble de nos organisations quant au projet présenté.

En amont de ce vote, lors du précédent CT, nos organisations syndicales ont mis en avant un certain nombre de désaccords que nous avons largement argumentés.

Aussi, de façon solennelle, le SNUipp-FSU et l'UNSA Education demandent qu'à l'occasion de ce CT de repli, des signaux positifs soient envoyés qui seraient le signe d'un réel engagement départemental faisant écho aux demandes nationales et académiques.

Pour la direction d'école, tout d'abord, chantier engagé depuis plusieurs années et pour lequel la question du temps est ressortie de façon unanime dans toutes les enquêtes, qu'elles soient syndicales ou ministérielles, nous demandons que dans la carte scolaire actuelle, toutes les écoles à 13 classes de notre département continuent à être dotées d'une décharge totale et que ceci reste la norme pour notre département.

Ce signe serait lu par nos collègues directeurs, quelle que soit la taille de leur école, et pour les équipes, comme le signe réel d'un engagement départemental dans la prise en compte de la charge de travail liée à la direction d'école et de la nécessité de temps qui en découle. A l'inverse, tout autre message sera lu par nos collègues, quoi que vous disiez, comme la volonté du département et de sa DASEN de sanctionner un temps de décharge jugé illégitime.

Autre sujet de discussion où nos interventions ont été relativement convergentes : l'Éducation Prioritaire. L'an passé, des écoles ont été incitées à effectuer un dédoublement de GS à moyens constants pour cette année scolaire 2020-2021.

Certaines des écoles qui se sont engagées dans ce dispositif doivent y renoncer pendant un an faute de moyens supplémentaires. Quelle cohérence pour ces écoles, leurs élèves et les familles ? L'ensemble des partenaires ne pourrait comprendre cette interruption, et n'auraient comme seule lecture que l'expression d'un renoncement à une priorité nationale régulièrement reprise par le gouvernement en direction des Français. La volonté ministérielle, qui préside au dédoublement des classes, est bien l'engagement dans un projet différent. Cette notion de projet ne peut se conjuguer à l'aune d'une seule année et fluctuer au rythme des chiffres des cohortes accueillies au risque d'être vécu comme un gadget, comme un dispositif plaqué sans adhésion réelle.

Ceci passe aussi par un traitement équitable de cette question entre écoles de la même commune. La cohérence des territoires doit être prise en compte pour la mise en place du dispositif des dédoublements en GS.

Enfin, et sans affichage d'aucune hiérarchie dans les éléments prioritaires, il est fait mention de la prise en compte de la fragilité de certains territoires ruraux. Cet élément est mis en évidence par les collègues de ces territoires par une intervention des réseaux insuffisante du fait d'un territoire d'intervention trop conséquent. Aussi, la simple mise en œuvre d'un redéploiement ne saura résoudre cette problématique et par voie de conséquence, ne répondra pas à la fragilité de ces territoires. Nous demandons que la carte des réseaux soit abondée à l'occasion de cette future rentrée scolaire.

Le développement de ces quelques points suffit, s'il en était besoin, à illustrer l'insuffisance de la dotation départementale à mettre en place le réel plan d'urgence dont notre école a besoin.

Si nos organisations syndicales savent que le travail de ce matin va être l'illustration de la mise en œuvre des priorités nationales à l'échelon départemental et que cette tâche est toujours une question d'arbitrages, notre département ne saurait passer à côté d'un traitement équitable de ces trois sujets, sans dévoyer totalement le qualificatif de priorités nationales.